



## PRÉFET DE L'ESSONNE

Direction des Polices Administratives et des Titres  
Bureau de la Réglementation  
Section des activités réglementés

### **ARRETE N° 2016 PREF-DPAT/3 – 0126 du 9 février 2016**

portant désignation des membres de la commission départementale  
d'aménagement cinématographique de l'Essonne

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**VU** le Code de Commerce, notamment le livre VII, titre V relatif à l'aménagement commercial et son article L 751-2 ;

**VU** la loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment ses articles 102 et 105 ;

**VU** la loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'Artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret n° 2015-165 du 12 février 2015 relatif à l'aménagement commercial ;

**VU** le décret n° 2015-268 du 10 mars 2015 modifiant la partie réglementaire du code du cinéma et de l'image animée et relatif à l'aménagement cinématographique ;

**VU** la décision du 29 septembre 2014 n° 2014/P24 du centre national du cinéma et de l'image animée établissant la liste des experts prévue au IV de l'article L.751-2 du code du commerce ;

**VU** le décret du 25 juillet 2013 portant nomination de M. Bernard SCHMELTZ, Préfet hors classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2015-PREF-MCP-025 du 31 juillet 2015 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne ;

## ARRETE

**ARTICLE 1** - La commission départementale d'aménagement cinématographique, présidée par le préfet ou son représentant est composée :

**a) Des cinq élus suivants :**

- le maire de la commune d'implantation du projet cinématographique ;
- le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller départemental du canton d'implantation ;
- le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation à l'exception des communes du département de l'Essonne appartenant à l'agglomération parisienne au sens de l'INSEE, dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération comportant au moins cinq communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération ;
- le président du conseil départemental ou son représentant ;
- le président du syndicat mixte ou de l'établissement public de coopération intercommunale chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, un adjoint au maire de la commune d'implantation.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs mandats mentionnés ci-dessus, le représentant de l'État dans le département désigne pour le remplacer un ou plusieurs maires de communes situées dans la zone d'influence cinématographique concernée.

**b) De trois personnalités qualifiées :**

● En matière de distribution et d'exploitation cinématographiques

Sont inscrits sur la liste prévue au IV de l'article L. 751-2 I du code de commerce :

- M. Alain AUCLAIRE  
ou Mme Nicole DELAUNAY  
ou M. François LAFAYE  
ou Mme Irène LUC  
ou M. Gérard MESGUICH

● En matière de développement durable

- M. Jean-Pierre MOULIN (Président – Essonne Nature Environnement)  
ou M. Claude TRESCARTE (Essonne Nature Environnement)

● En matière d'aménagement du territoire

- Mme Evelyne LUCAS (architecte - directrice du CAUE 91)  
ou Mme Christine LECONTE (architecte – urbaniste au CAUE 91).

Ces personnalités qualifiées exercent un mandat de trois ans et ne peuvent effectuer plus de deux mandats consécutifs.

Pour chaque demande d'autorisation, le préfet fixe la composition de la commission départementale et nomme pour siéger une personnalité qualifiée au sein de chaque collègue.

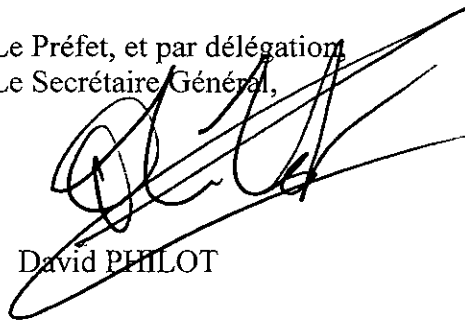
**ARTICLE 2** – Lorsque la zone d’influence cinématographique du projet, telle qu’elle figure au dossier du demandeur, dépasse les limites du département, le préfet du département d’implantation détermine, pour chacun des autres départements concernés, le nombre d’élus et de personnalités qualifiées en matière de développement durable et d’aménagement du territoire appelés à compléter la composition de la commission.

**ARTICLE 3** – Le Directeur régional des affaires culturelles d’Ile-de-France ou son représentant assiste aux séances de la commission en tant que rapporteur des dossiers.

**ARTICLE 4** : L’arrêté préfectoral n° 2012-PREF-DPAT/3 – 0143 du 12 juin 2012 portant désignation des membres de la Commission Départementale d’Aménagement Commercial et cinématographique est abrogé.

**ARTICLE 5** - Le secrétaire général de la préfecture de l’Essonne est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général,

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to be 'D. Philot', is written over the text of the signature line.

David PHILOT